

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-15

OBJET : Approbation de Purgence

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (32)

M. Jean ANZAL, M. Basile ARTHUR, M. Olga BÉRAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Jules CHIFFET, M. Edgard CHARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONNERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCHFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHENIX, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OULIGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVIRS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO,

DELEGUES ABSENTS : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRUM, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, particulièrement son article L. 2121-12 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que « le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans toutefois être inférieur à un jour franc. Le maire rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence. » ;



Considérant qu'il y a urgence lorsqu'il apparaît nécessaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la commune ou de l'établissement, qu'une question fasse l'objet d'une délibération en un jour plus proche ;

Considérant que dans le cas d'espèce, les points à l'ordre du jour de la séance du 27 janvier 2014, participent de la mise en place administrative et fonctionnelle de la CANGT ; qu'il est notamment nécessaire de constituer la CLFECT dans les meilleurs délais et par ailleurs, d'autoriser le Président à signer les conventions de gestion nécessaires à la continuité des services.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté :

VOTE		
Pour	Contre	Abstention
31	0	1 (Mme Alexina MEKEL)

DECIDE :

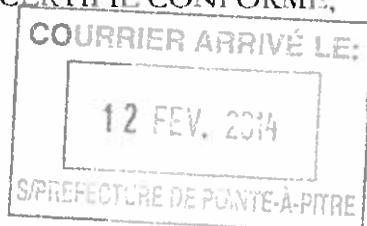
ARTICLE 1: D'approuver l'urgence quant à la nécessité de délibérer sur les point inscrits à l'ordre du jour du conseil communautaire du 27 janvier 2014 ;

ARTICLE 2: De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération ;

ARTICLE 3: Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-16

OBJET : Approbation du procès-verbal de la séance du 13 janvier 2014

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt-sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (33)

M. Jean ANZALAI, M. Basile ARTHUR, M. Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Jules CAFFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIC, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCHFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM

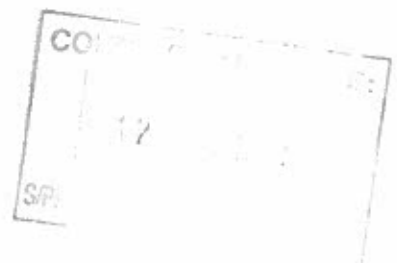
DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;



Considérant que le Procès-Verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 13 janvier 2014 était joint à la convocation du conseil communautaire ;

Considérant les remarques et observations des membres de l'assemblée.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté :

VOTE		
Pour	Contre	Abstention
32	0	1 (Mme Anithe ERONI)

DECIDE

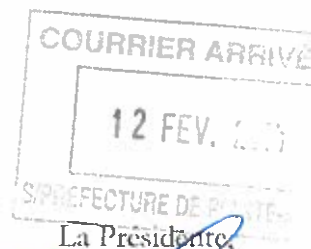
ARTICLE 1: D'approuver le procès verbal de la séance du conseil communautaire en date du 13 janvier 2014 ;

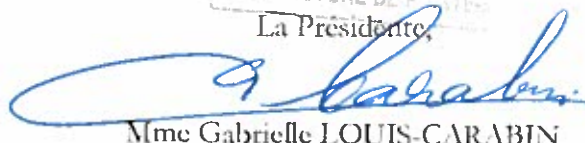
ARTICLE 2: De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération ;

ARTICLE 3: Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, est chargé, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,




Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@jur.ulam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-17

OBJET : Délibération cadre autorisant le président à signer les conventions de gestion entre la CANGT et les communes membres, et entre la CANGT et les syndicats

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt-sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITTEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TIVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que la CANGT a été créée par arrêté préfectoral n° 2013-037SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la communauté des communes du Nord Grande-Terre en communauté d'agglomération, avec prise d'effet au premier janvier 2014 ;

Considérant qu'il ressort de la combinaison de l'article L. 5216-5 du CGCT et des statuts de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre (CANGT), que les communes du Moule, de Morne-à-l'Eau, de Petit-Canal, de Port-Louis et d'Anse-Bertrand ont transféré à la CANGT, au 1^{er} janvier 2014, notamment : la compétence « *aménagement de l'espace communautaire* » qui comprend l'organisation des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi ; la compétence « *protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* » qui comprend la collecte et le traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ; la compétence « *eau* » et la compétence « *assainissement des eaux usées* » qui comprend l'assainissement collectif et non collectif ;

Considérant que la prise de ces compétences nouvelles modifie les relations entre la Communauté désormais compétente et les communes membres ainsi que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) sans fiscalité propre, auxquels elles appartenaient ;

Considérant toutefois, que l'organisation administrative actuelle de la CANGT ne lui permet pas d'assurer directement l'exercice des nouvelles compétences qui lui sont confiées par les communes et qu'il est nécessaire que les communes ou les EPCI antérieurement compétents puissent être habilités à poursuivre selon les modalités techniques et financières actuellement en vigueur ;

Considérant l'article L. 5215-27 du CGCT qui dispose que : « *La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté urbaine la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.* » ;

Considérant que par le jeu du renvoi contenu dans l'article L. 5216-7-1 du CGCT, l'article L. 5215-27 précité, permet à une communauté d'agglomération de confier par le biais d'une convention, la gestion d'un service relevant de ses attributions à une de ses communes membres ou à leurs groupements ; ces prestations étant conformément à la jurisprudence, exonérées des règles de concurrence et de publicité ;

Considérant dans ces conditions, qu'il y a lieu d'organiser au mieux la transition précédant la reprise par la CANGT de la gestion directe de ces activités transférées, sans rupture dans les services rendus aux citoyens ;

Considérant qu'il est nécessaire de confier par le biais de conventions de gestion, la mission aux communes et aux EPCI antérieurement compétents, d'assurer la continuité des différents services pour une durée limitée.

Considérant dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser la Présidente de la CANGT à conclure pour une durée limitée, en fonction de la nature du service considéré, une ou plusieurs convention avec des communes membres ou des EPCI sans fiscalité propre ;

Considérant que les conventions devront prévoir la durée de la prestation, les modalités techniques (définition des services, modalités d'exécution...), les modalités de contrôle de la CANGT, les modalités financières (le montant de la prestation correspondant au coût actuel du service, modalités de paiement...);

Considérant les différentes conventions proposées.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Madame la Présidente à conclure des conventions de gestion avec les communes qui le désirent, pour les compétences « *collecte des déchets ménagers* » et « *transports urbain et scolaire* » ;

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame la Présidente à conclure des conventions de service avec des syndicats intercommunaux ou mixtes, pour les compétences « *protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie* », « *eau* » et *assainissement* », en tant que de besoin.

ARTICLE 3 : D'autoriser Madame la Présidente à signer ces conventions.

ARTICLE 4 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME, -



La Présidente

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe-ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-19

OBJET : Création de la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZILLO, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CHEFIT, M. Edgard CHARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONNERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anthe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUGIR, Mme Laure PILLETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVIERS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, particulièrement son article L. 2143-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que les communautés compétentes en matière de transport ou d'aménagement de l'espace sont dans l'obligation de créer une commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées dès lors qu'elles comptent 5 000 habitants et plus ;

Considérant que présidée par le Président de la communauté, la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées comprend des représentants de la communauté mais aussi des représentants d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées ;

Considérant que M. Max BYRAM, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR et M. Joël TAVARS se sont proposés pour figurer sur la liste des membres de cette commission ;

Considérant qu'il appartient à la Présidente de la CANGT d'arrêter la liste des membres de la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées.

ARTICLE 3 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-18

OBJET : Instauration des Commissions thématiques

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFFAT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONAERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCHFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHIEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITTEL, M. Blaise MORNAIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUGAIR, Mme Laure PILLETTON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYTOKO

DELEGUES ABSENTS : 0

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que par le jeu du renvoi contenu dans l'article L. 5211-1 du CGCT : l'article L. 2121-22 du même code s'applique au conseil communautaire et lui permet de créer des commissions chargées d'étudier les questions qui lui sont soumises soit par l'administration ou soit de sa propre initiative ;

Considérant que ces commissions, sont présidées de droit par le président de la communauté et les délégués communautaires y siègent, mais également, en vertu de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, les conseillers municipaux des communes membres de la communauté si le conseil communautaire le décide lors de la création des commissions ;

Considérant par ailleurs, que les commissions des communautés comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, doivent respecter le principe de la représentation proportionnelle afin de permettre l'expression pluraliste des élus ;

Considérant dès lors, qu'il est proposé au conseil, de créer dix (10) commissions thématiques et que chacune de ces commissions soit composée de cinq (5) membres (soit un représentant, délégué communautaire, par commune).

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer les commissions thématiques suivantes :

- Commission « Finance »,
- Commission « Fiscalité »,
- Commission « Eau et Assainissement »,
- Commission « Environnement »,
- Commission « Politique de la Ville »,
- Commission « Développement économique »,
- Commission « Aménagement de l'espace »,
- Commission « Transport »,
- Commission « Travaux »,
- Commission « Politique sociale de l'habitat ».

ARTICLE 2 : De pourvoir les Commissions thématiques créées comme suit :

-Commission Finance : M. Pierre PORLON, M. Jean BARDAIL, M. Marc JASMIN, Mme Alexina MEKEL

-Commission Fiscalité : M. Basile ARTHUR, M. Harry ROUX

-Commission Eau et Assainissement : M. Jean-Claude LOMBION, M. Jean-Luc BERNARD, M. Daniel DULAC, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA-ERIE

-Commission Environnement : Mme Victoire JASMIN, Mme Anithe ERONI, M. Olga BERAL, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marcienne LORMEL/ARPHENAD

-Commission Politique de la ville : M. José LUDGER, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Joseph HILL,

-Commission Développement économique : M. Alfred DONA-ERIE, Mme Marianne LOYSON, M. Blaise MORNAL, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Patrice MOUDAT

-Commission Aménagement de l'espace ; M. Florent MITTEL, Mme Alexina MEKEL, M. Max BYRAM, M. Edgard CARLET

-Commission Transport : M. Jean ANZALA, Mme Alice RUSCADE, M. Sylvère ENODIG Mme Laure PHAETON, Mme Anithe ERONI

-Commission Travaux ; M. Philipson FRANCFORT, M. Olga BERAL, M. Basile ARTHUR, M. Joël TAVARS, Mme Laure PHAETON

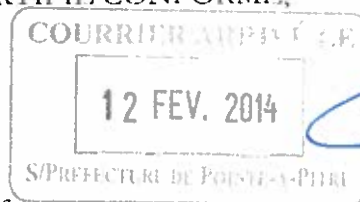
-Commission Politique sociale de l'habitat : M. Jules CAFAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Alice RUSCADE, M. Jean-Luc BERNARD, M. Patrick CORNELIE

ARTICLE 3 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-19

OBJET : Création de la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZILLO, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BÉRAL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CHIFFET, M. Edgard CHARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONAERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe FRONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPIEXID, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël THARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, particulièrement son article L. 2143-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTA/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que les communautés compétentes en matière de transport ou d'aménagement de l'espace sont dans l'obligation de créer une commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées dès lors qu'elles comptent 5 000 habitants et plus ;

Considérant que présidée par le Président de la communauté, la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées comprend des représentants de la communauté mais aussi des représentants d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées ;

Considérant que M. Max BYRAM, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR et M. Joël TAVARS se sont proposés pour figurer sur la liste des membres de cette commission ;

Considérant qu'il appartient à la Présidente de la CANGT d'arrêter la liste des membres de la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

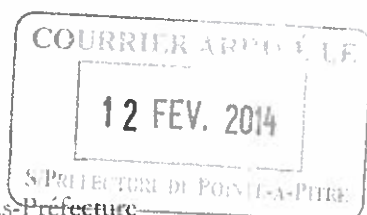
ARTICLE 1 : De créer la commission intercommunale d'accessibilité des personnes handicapées.

ARTICLE 3 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre : Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-20

OBJET : Création de la commission consultative des services publics locaux

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZAL, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFEAT, M. Edgard CHARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONAERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anthe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAU, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OULAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, particulièrement son article L. 1413-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que les communautés de plus de 50 000 habitants doivent créer une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics qu'ils confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'ils exploitent en régie dotée de l'autonomie financière ;

Considérant que la création de cette commission doit répondre aux objectifs suivants : créer de nouvelles relations avec les usagers des services publics locaux, prendre en compte les attentes et les aspirations des usagers, et améliorer la qualité des services publics en liaison avec les associations d'usagers ;

Considérant que cette commission est présidée par la Présidente de la CANGT et qu'elle doit comprendre des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, mais aussi des représentants d'associations locales nommés par l'assemblée délibérante.

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente, après échanges,
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité:

DECIDE

ARTICLE 1: De créer la commission consultative des services publics locaux ;

ARTICLE 2: Que cette commission sera composée de la matière suivante :

- un délégué communautaire par commune membre (soit cinq délégués)
- une association par commune ou représentative du territoire (soit, cinq associations)

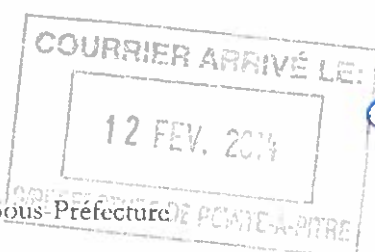
ARTICLE 3: Que la désignation des membres de cette commission se fera lors d'une prochaine réunion du Conseil Communautaire ;

ARTICLE 4: De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5: Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture de POINTE-À-PITRE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor-Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-21

OBJET : Création de la commission d'appel d'offre (C.A.O.)

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZALAI, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA-ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Mariaune LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OULAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël THIVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYTOKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que la combinaison des articles 22 et 23 du code des marchés publics et des articles L. 2121-21 et L. 2121-22 du CGCT, implique que chaque conseil communautaire doit créer une commission d'appel d'offres à caractère permanent qui se compose du président et d'un nombre de membres élus par le conseil communautaire égal à celui prévu pour la composition de la commission de la commune membre au nombre d'habitants le plus élevé ;

Considérant en l'occurrence, que la composition de la commission d'appel d'offre de la Ville du Moule, commune la plus peuplée de la CANGT : cinq (5) titulaires et cinq (5) suppléants ;

Considérant en outre, que les membres titulaires et suppléants de la commission d'appel d'offres sont élus, au scrutin secret, à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer la Commission d'Appel d'Offre qui sera composée de la Présidente de la CANGT ou son représentant et de cinq (5) membres titulaires et de cinq (5) membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

ARTICLE 2 : Que les listes des candidats pour être membres titulaires et membres suppléants devront être déposées par écrit auprès de Madame la Présidente, jusqu'avant le début de la séance du Conseil devant donner lieu à l'élection de ces différents membres.

ARTICLE 3 : De fixer la date des élections des membres de la Commission d'Appel d'Offre lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

ARTICLE 4 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

COPIER ARRIVÉ LE:
12 FEV. 2014
La Présidente,
Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre 16, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : prefet-basse-terre@jivradum.fr ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n° COM-2014-01-23

OBJET : Création des budgets annexes

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDILL, M. Olga BERTIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFFERT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONNERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anthe FERNI, M. Philipson FRANFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHENAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNIL, M. Patrice MOUDIT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PILLETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joel TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO.

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que la CANGT exerce depuis le 01^{er} janvier 2014 les compétences ayant trait à l'eau, à l'assainissement collectif, à l'assainissement non collectif et au transport ;

Considérant qu'il s'agit de Services Publics Industriels et Commerciaux soumis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;

Considérant dès lors, qu'il y a lieu de créer des budgets annexes pour ces compétences.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges ;
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité:

DECIDE

ARTICLE 1: De créer les budgets annexes suivants :


- M 49 relatif à l'eau,
- M 49 relatif à l'assainissement collectif,
- M 49 relatif à l'assainissement non collectif,
- M 43 relatif au transport.

ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, la Direction des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Stamp: COURRIER ARRIVÉ LE: 12 FEB 2011

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues 97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : grefte.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-01-24

OBJET : Création du régime indemnitaire de la filière technique de la CANGT à compter du 1^{er} février 2014

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZILAI, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAHAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anthe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUAJIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCARDI, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUES ABSENTS : 0

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

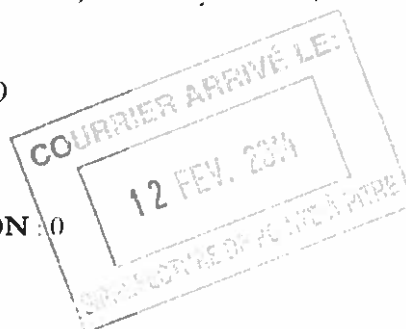
Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, fixant les modalités applicables du régime indemnitaire ;

VU le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 portant création d'une indemnité spécifique de service (ISS) à certains agents relevant de la filière technique dont le montant de référence est fixé par arrêté ministériel,



VU le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, dont le montant est fixé par arrêté ministériel ;

VU le décret n° 2010-1705 du 30 décembre 2010 relatif à l'indemnité de performance et de fonctions allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant l'extension-transformation de la Communauté de communes du Nord Grande Terre (CCNGT) en CANGT ;

Considérant la nécessité de créer le régime indemnitaire de la filière technique de la CANGT ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par la législation : la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels ;

Considérant qu'il est proposé d'instituer un régime indemnitaire, selon les modalités ci-après, et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat, au profit des agents titulaires, stagiaires et non titulaire.

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente, après échanges ;

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité:

DECIDE

ARTICLE 1 : De mettre en place le régime indemnitaire de la filière technique à partir du 1^{er} février 2014 comme ci-après :

Pour le personnel des catégories A

1) Prime de service et de rendement (P.S.R.)

Elle est attribuée aux agents de catégorie A :

GRADES	Taux Annuel de base
Ingénieur en chef de classe exceptionnelle	5.523
Ingénieur en chef de classe normale	2869
Ingénieur principal	2817
Ingénieur	1659

Les montants individuels seront modulés sans pouvoir excéder le double des taux moyens et dans la limite du crédit global par grade.

2) Indemnité spécifique de service (I.S.S.)

Les agents de catégorie A de la filière technique bénéficient de l'Indemnité spécifique de service (I.S.S.).

GRADES	Montant annuel de référence	Coef. Grade	Coef. modulation par service	Taux individuel
Ingénieur en chef de classe exceptionnelle	357,22	70	1	0,67 à 1,33
Ingénieur en chef de classe normale	361,90	55	1	0,735 à 1,225
Ingénieur principal à partir du 6ème échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	361,90	51	1	0,735 à 1,225
Ingénieur principal jusqu'au 5ème échelon	361,90	43	1	0,735 à 1,225
Ingénieur à partir du 7ème échelon	361,90	33	1	0,85 à 1,15
Ingénieur jusqu'au 6ème échelon	361,90	28	1	0,85 à 1,15

Les montants individuels seront modulés par l'application d'un taux individuel et dans la limite maximale des taux indiqués ci-dessus.

Pour le personnel des catégories B

1) Prime de service et de rendement (P.S.R.)

Les agents de catégorie B exerçant des fonctions techniques, bénéficient d'une prime de service et de rendement dans la limite du taux moyen évalué à partir du traitement brut moyen du grade.

GRADES	Taux Annuel de base
Technicien principal de 1ère classe	1400
Technicien principal de 2nde classe	1330
Technicien	1010

Les montants individuels seront modulés sans pouvoir excéder le double des taux moyens et dans la limite du crédit global par grade.

2) Indemnité spécifique de service (I.S.S.)

Les agents de catégorie B de la filière technique bénéficient de l'Indemnité spécifique de service :

GRADES	Montant annuel de référence	Coef. Grade	Coef. modulation par service	Taux individuel
Technicien principal de 1ère classe	361,90	18	1	0,9 à 1,10
Technicien principal de 2nde classe	361,90	16	1	0,9 à 1,10
Technicien	361,90	10	1	0,9 à 1,10

Les montants individuels seront modulés par l'application d'un taux individuel et dans la limite maximale de 1,10 de l'indemnité de base.

ARTICLE 2 : Que l'ensemble des indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

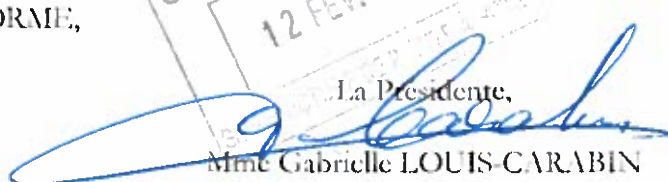
ARTICLE 3 : Que les crédits afférents seront inscrits au budget de la CANGT.

ARTICLE 4 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,


La Présidente,
Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Stamp: COURRIER ARRIVÉ LE 12 FEV. 2014

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradom.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n° COM-2014-01-25

OBJET: Fixation des indemnités de fonction de la Présidente et des vice-présidents

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZILLA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERAIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CAFAIT, M. Edgard CARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONA ERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITTEL, M. Blaise MORNAIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUAJIR, Mme Laure PHLAKTON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSTIMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-ALAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

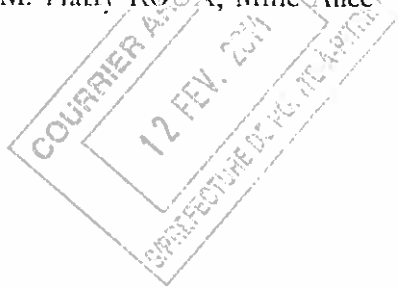
A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

VU Le Procès Verbal d'installation de la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) en date du 04 janvier 2014 ;



Considérant que le conseil communautaire de la CANGT a fixé les membres du bureau comme suit :

Présidente : Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN

Dix vice-présidents : 1^{er} : Monsieur LOMBION, 2^{ème} : Monsieur MITTEL, 3^{ème} : Monsieur DONA-ERIE, 4^{ème} : Monsieur ARTHUR, 5^{ème} : Monsieur PORLON, 6^{ème} : Madame JASMIN, 7^{ème} : Monsieur ANZALA, 8^{ème} : Monsieur CAFAIT, 9^{ème} : Monsieur FRANCFORT, 10^{ème} : Monsieur LUDGER.

Considérant que pour le calcul de l'indemnité de fonction, l'article L.5211-12 du CGCT, prévoit que les membres du bureau qui exercent de manière effective certaines fonctions peuvent percevoir une indemnité de fonctions ;

Considérant que cet article prévoit que : « les indemnités maximales votées par le conseil ou comité d'un syndicat de communes, d'une communauté de communes, d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération, d'une métropole et d'un syndicat d'agglomération nouvelle pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président sont déterminées par un décret en Conseil d'Etat par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. Le montant total des indemnités versées ne doit pas excéder celui de l'enveloppe indemnitaire globale, déterminée en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président, correspondant soit au nombre maximal de vice-présidents qui résulterait de l'application des deuxième et troisième alinéas de l'article L. 5211-10 à l'organe délibérant qui comporterait un nombre de délégués déterminé en application des III à VI de l'article L. 5211-6-1, soit au nombre existant de vice-présidences effectivement exercées, si celui-ci est inférieur. » ;

Considérant en outre, que les indemnités maximales sont déterminées par le décret n° 2004-615 du 25 Juin 2004 pris en application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 ;

Considérant que le tableau ci-dessous précise le taux maximal et l'indemnité brute pouvant être perçue par le président et les vices présidents d'une communauté d'agglomération dont la population totale est comprise entre 50 000 et 99 999 habitants ;

Valeur à compter du 1^{er} Juillet 2010

Population totale	Président				Vice-Présidents	
	Taux maximal	Indemnité brute		Taux maximal	Indemnité brute	
	(en % de l'indice 1015)	(montant en euro)		(en % de l'indice 1015)	(montant en euro)	
		Annuelle	Mensuelle		Annuelle	Mensuelle
50 000 à 99 999	110	50 179,39	4181,62	44	20 071,76	1672,65

Considérant de ce qui précède, que pour la Communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre (57 207 habitants), l'enveloppe indemnitaire globale s'élève à un montant total brut mensuel de 15.890,17 € brut soit 190.682,04 € brut annuel (Présidence : 4.181,62 ; Vice-présidence : 1.672,65 X 7 = 11.708,55 [Nombre calculé dans la limite de 20% de l'effectif global]) ;

Considérant par ailleurs, que l'article L.5211-12 du CGCT précise que : « le membre d'un organe délibérant d'établissement public de coopération intercommunale titulaire d'autres mandats électoraux, ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du Centre national de la fonction publique territoriale, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale ou qui préside une telle société ne peut recevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article 1er de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires ». « Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un membre d'un organe délibérant d'établissement public de coopération intercommunale fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou de l'organisme concerné. » ;

Considérant que l'indemnité de base d'un élu parlementaire s'élève au 1^{er} janvier 2014 à 5514,68 € brut et que le cumul des indemnités au regard l'article susvisé ne peut être supérieur à 8 272,02 € ;

Considérant que pour se conformer à la réglementation prévoyant un écrêtement du montant total de rémunération et indemnité de fonction, la situation de chaque élu sera analysée avant l'attribution effective de l'indemnité de fonction votée par le conseil communautaire de la CANGT ;

Considérant que Madame la Présidente, en qualité de Député et Maire de la Ville du Moule a atteint le plafond autorisé en matière de cumul d'indemnités.

Le Conseil Communautaire OUI l'expose de la Présidente, après échanges ;

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De fixer pour la Présidente, une indemnité au taux de 0% du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (1015).

ARTICLE 2 : De fixer pour les vice-présidents, une indemnité au taux de 30,8% du montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique (1015).

ARTICLE 3 : De dire qu'un tableau récapitulatif annexé à la délibération précisera les bénéficiaires de l'indemnité, le taux retenu et le montant de l'indemnité attribué à chacun des membres du bureau.

ARTICLE 4 : De dire que ces indemnités sont calculées par référence à l'indice brut 1015 et que celles-ci subiront automatiquement les majorations du traitement indiciaire afférent à cet indice.


ARTICLE 5 : De prévoir que les crédits afférents seront inscrits au budget de la CANGT.

ARTICLE 6 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre et la Direction des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

En Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Stamp: COURRIER ARRIVÉ LE: 12 FEV. 2011, SOUTIÈRE, 97017

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hughes-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Annexe 7

Nom –Prénom	Taux (en % de l'indice 1015)	Montant des indemnités brutes mensuelles
Madame Gabrielle CARABIN	0%	0
Monsieur LOMBION	30,8%	1170.85
Monsieur Mitel	30,8%	1170.85
Monsieur DONAT	30,8%	1170.85
Monsieur ARTHUR	30,8%	1170.85
Monsieur Pierre PORLON	30,8%	1170.85
Madame JASMIN	30,8%	1170.85
Monsieur Jean ANZALA	30,8%	1170.85
Monsieur CAFAIT	30,8%	1170.85
Monsieur FILIPSON	30,8%	1170.85
Monsieur LUDGER	30,8%	1170.85

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n° COM-2014-01-26

OBJET : Création d'un poste budgétaire

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZILLA, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRIM, M. Jules CHEFIT, M. Edgard CHARLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONAERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anthe Feroni, M. Philipson FRANCHFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHIXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNIL, M. Patrice MOUDIT, Mme Nadia OUGAIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TILLARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut général de la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 implique que ce soit le conseil communautaire qui crée les emplois nécessaires au bon fonctionnement des services ;

Considérant que conformément au CGCT, la mise en place de la CANGT induit le transfert de certaines compétences des communes vers la CANGT et donc des transferts de personnel ;

Considérant que le transfert de personnel est obligatoire lorsque l'agent réalise l'intégralité de ses missions dans une compétence qui a été transférée ;

Considérant la demande de transfert à compter du 01er février 2014 d'un agent de maîtrise exerçant la totalité de ses fonctions au sein du service environnement de la ville de Morne-à-l'Eau.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges ;

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité:

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer un emploi d'agent de maîtrise à temps complet, à la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre.

ARTICLE 2 : De modifier ainsi le tableau des emplois.

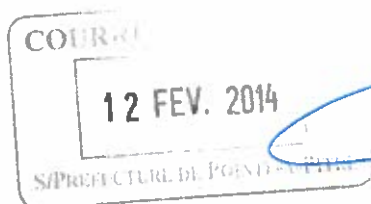
ARTICLE 3 : D'inscrire au budget les crédits correspondants.

ARTICLE 4 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre, est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 27 janvier 2014

(3^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-13-27

OBJET : Détermination du lieu de la prochaine séance du conseil communautaire

L'an deux mille quatorze, le lundi vingt sept janvier, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération, convoqué en urgence s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie de Petit-Canal sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (35)

M. Jean ANZALAI, M. Basile ARTHUR, M. Jean BARDAIL, M. Olga BERIL, M. Jean-Luc BERNARD, M. Max BYRAM, M. Jules CHEUT, M. Edgard CIRLET, M. Patrick CORNELIE, M. Alfred DONAERIE, M. Daniel DULAC, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPIHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Marianne LOYSON, M. José LUDGER, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, M. Edmond MARCEL, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITTEL, M. Blaise MORNAI, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUAJIR, Mme Laure PHLATTON, M. Pierre PORLON, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël THARS.

DELEGUE EXCUSE : M. Alain MOUSTACHE-ALAYEKO

DELEGUE ABSENT : 0

DELEGUE ABSENT AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Marc JASMIN

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, particulièrement son article L. 5211-11 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil dans l'une des Communes membres.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges,

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité

DECIDE

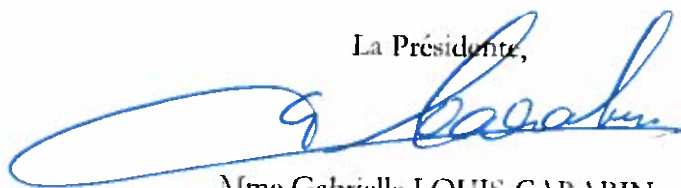
ARTICLE 1: Que la prochaine séance du conseil communautaire se tiendra à la Mairie du Moule.

ARTICLE 2: La Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente,



Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : grelle.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.